

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722 av de Colmar
47916 Agen Cedex 9

Agen, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BMI Production France

977, route de Lagranges
47190 Aiguillon

Références : PV/SM/UbD24-47/2026/4
Code AIOT : 0005207343

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement BMI Production France implanté 977, route de Lagranges 47190 Aiguillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite est menée suite à la déclaration par l'exploitant d'un départ de feu dans l'unité d'emballage des palettes de tuiles béton (four permettant la rétraction du film d'emballage) lors de contrôles de démarrage après arrêt. Ce feu a été maîtrisé par les moyens internes au site avant l'arrivée du service d'incendie et de secours, qui a effectué une surveillance d'environ deux heures jusqu'au retour d'une température normale du matériel. Le feu n'a consumé que des résidus présents dans le four, qui n'a pas été endommagé.

Cet incident n'a pas eu lieu dans une des installations classées du site, lesquelles relèvent du régime de la déclaration et de la déclaration avec contrôle périodique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BMI Production France
- 977, route de Lagranges 47190 Aiguillon
- Code AIOT : 0005207343
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La tuilerie d'Aiguillon existe depuis la fin des années 1960 et produit des tuiles béton. Elle est classée au titre de plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sous le régime de la déclaration et de la déclaration avec contrôle périodique.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Situation administrative	Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
4	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 1.1.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.6.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Entretien et travaux	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.7.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.5.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-68	Sans objet
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du site n'est pas à jour et appelle les déclarations et cessations d'activité détaillées dans les points de contrôle, et ce dans un délai de 30 jours à compter de la réception du présent rapport.

Suite à la transmission d'un bon de commande pour la réalisation en date du 15/12/2025 d'un contrôle périodique par un organisme agréé,
et considérant que les non-conformités aux prescriptions générales applicables aux installations classées au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE sous le régime de la déclaration avec contrôle, constatées lors de la visite, ne présentent pas de danger ou inconvénient imminents pour les intérêts protégés mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,
l'inspection demande à l'exploitant de justifier les corrections apportées **soit** en transmettant des éléments point de contrôle par point de contrôle, **soit** en transmettant le rapport établi par l'organisme agréé démontrant la conformité. Dans le cas où ledit rapport de contrôle périodique n'aurait pas été fourni à l'exploitant dans un délai de 30 jours, ce dernier en informe l'inspection des installations classées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article R.512-68
Thème(s) : Situation administrative, déclaration au préfet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.
Constats : Les données à la disposition de l'inspection des installations classées concernant l'exploitant du site ne sont pas à jour.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a adressé un courrier déclarant le changement de dénomination sociale et précisant les informations relatives à la personne morale BMI Production France. Ce changement ne constitue pas un changement d'exploitant soumis aux dispositions de l'article R511-9 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2019, article R.511-9

Thème(s) : Situation administrative, classement ICPE

Prescription contrôlée :

La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

Suite aux modifications apportées au site par l'exploitant, ainsi qu'aux modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le classement administratif du site n'est pas en adéquation avec la réalité des activités.

L'inspecteur rappelle la nécessité de porter à la connaissance du préfet les projets de modifications du site, et ce avant leur réalisation (dans le cas où une nouvelle activité relevant d'une rubrique sous le régime D* est exercée sur le site, procéder à une nouvelle déclaration).

**D : déclaration*

Le site relève aujourd'hui, sous réserve de l'analyse détaillée que l'exploitant transmettra par écrit, des rubriques :

- 2910 - installation de combustion, sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique par des organismes agréés (DC) ;
- 2940 - Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc., sous le régime DC (alinéa 2b de la rubrique) ;
- 2522 - Fabrication de produits en béton par procédés mécaniques, sous le régime de la déclaration (D)
- 2640 - Fabrication industrielle de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels, sous le régime D.

Il n'est plus classé au titre des rubriques 2920, 1720, 2516, 1530 et 2662 mentionnées dans le récépissé de déclaration de 2006.

La rubrique 2522 n'a pas fait l'objet d'une déclaration.

Ce fait constitue une non-conformité à la nomenclature des ICPE annexée à l'article R.511-9 du code de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant régularise l'activité relevant de la rubrique 2522 de la nomenclature des ICPE en procédant à une nouvelle déclaration, ou à une déclaration/télédéclaration du bénéfice des droits acquis d'une ICPE relevant du régime de la déclaration (cerfa n°15274) (Formulaire 15274*03). Il transmet une liste exhaustive des rubriques et régimes de classement de ses installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R512-75-1
Thème(s) : Situation administrative, cessation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.- La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site n'est plus classé au titre des rubriques 2920, 1720, 2516, 1530 et 2662 mentionnées dans le récépissé de déclaration de 2006. L'arrêt ou la réduction des activités concernées, entraînant la sortie du classement ICPE, n'a pas fait l'objet d'une cessation d'activité telle que définie à l'article R.512-75-1 du code de l'environnement.</p> <p>Ce fait constitue une non-conformité à l'article R512-75-1 du code de l'environnement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant informe l'inspection des installations classées des dates d'arrêt, ou de réductions d'activité entraînant la sortie du régime de classement ICPE, et procède aux cessations d'activité pour chacune des rubriques concernées <u>conformément aux articles R.512-66-1 à 3</u> du code de l'environnement.</p> <p>L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le changement de procédure de cessation applicable pour toute cessation notifiée à compter du 1er juin 2022.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 1.1.2.
Thème(s) : Situation administrative, contrôle périodique

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.[...] Le délai maximal pour la réalisation du premier contrôle est défini à l'article R. 512-58 du code de l'environnement. L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site est soumis au régime de la déclaration avec contrôle périodique au titre des rubriques 2910 et 2940. Lors de la visite, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport de contrôle périodique réalisé par un organisme agréé.</p> <p>Par courrier du 10 décembre 2025, l'exploitant a transmis un bon de commande pour un "contrôle périodique ICPE soumise à déclaration", lequel précise une date de livraison au 15 décembre 2025.</p> <p>Jusqu'à transmission du justificatif de réalisation dudit contrôle périodique, réalisé au titre des deux rubriques 2910 et 2940 de la nomenclature des ICPE, ce fait constitue une non-conformité au point 1.1.2 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 3 août 2018.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Transmettre un justificatif de réalisation, par un organisme agréé, d'un contrôle périodique réalisé au titre des deux rubriques 2910 et 2940 de la nomenclature des ICPE.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.6.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, consignes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes, portées à la connaissance du personnel, prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances qui en résultent ;

- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les conditions de stockage des produits ;
- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;
- les consignes pour les démarrages et les arrêts : les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.

Constats :

L'inspecteur constate l'affichage d'une fiche instruction intitulée "Mise en route et arrêt de la chaudière pour canne vapeur", ainsi que la présence d'un registre "feuille de suivi des tests et contrôles à faire toutes les 2h".

Par courrier du 10 décembre 2025, l'exploitant a transmis une fiche instruction "Contrôle 72h" concernant la chaufferie, ainsi qu'une fiche "action en cas de déversement accidentel de produit chimique".

Enfin, conformément au principe du retour d'expérience post-incident/accident, l'exploitant a transmis une fiche instruction "commande palettisation LA" mise à jour suite à l'incident du 2 octobre 2025. Cette fiche et l'équipement afférent ne concernent pas les activités classées du site.

Ces éléments ne comportent pas :

- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux ;
- les conditions de stockage des produits ;
- la fréquence de contrôles de l'étanchéité et de l'attachement des réservoirs et de vérification des dispositifs de rétention ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

Les consignes d'exploitation ne sont donc pas complètes.

Ce fait constitue une non-conformité au point 3.6 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Établir chacune des consignes prévues au point 3.6 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

La justification de la mise en conformité pourra être établie sur la base du rapport de l'organisme de contrôle agréé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Entretien et travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 3.7.
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et travaux
Prescription contrôlée : L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service. Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie garantit une parfaite intégrité de celle-ci. Cette vérification se fait sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit. Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention peut être effectué en dérogation au présent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant n'a pas justifié : - le fait que toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz fait l'objet d'une <u>vérification annuelle</u> d'étanchéité qui est réalisée sous la pression normale de service ; - l'existence de <u>documents prédéfinis et de procédures écrites</u> prévoyant les modalités d'intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz, ainsi que la <u>vérification de l'étanchéité</u> de la tuyauterie après réalisation de tels travaux. Ce fait constitue une non-conformité au point 3.7 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 3 août 2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant atteste une vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries susceptibles de contenir du gaz, et transmet les documents encadrant l'intervention par point chaud sur une tuyauterie, lesquels documents prévoient notamment une vérification de l'étanchéité après de tels travaux. La justification de la mise en conformité pourra être établie sur la base du rapport de l'organisme de contrôle agréé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, risque incendie
Prescription contrôlée : Les locaux visés au premier alinéa du point 2.4.2 sont équipés de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'au moins un extincteur par appareil de combustion (avec un maximum exigible de deux extincteurs), répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.[...] Ils sont accompagnés d'une mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz "
Constats : Le jour de la visite, la mention : " Ne pas utiliser sur flamme gaz " n'est pas associée à l'extincteur disposé à proximité des appareils de combustion. Par courrier, l'exploitant a transmis une photographie attestant la mise en place d'une pancarte portant la mention requise.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article I > 4.5.
Thème(s) : Risques accidentels, consignes
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.1 " incendie " et " atmosphères explosives " ; - l'obligation du " permis d'intervention " ou du " permis de feu " pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ; - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; - la procédure d'alerte, avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ; - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
Objet du contrôle : - présence de chacune de ces consignes.

Constats :

Les consignes de sécurité ne comportent pas :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 4.1 " incendie " et " atmosphères explosives " ;
- l'obligation du " permis d'intervention " ou du " permis de feu " pour les parties de l'installation visées au point 4.1 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Ce fait constitue une non-conformité au point 4.5 de l'annexe I à l'arrêté ministériel du 3 août 2018.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter les consignes de sécurité.

La justification de la mise en conformité pourra être établie sur la base du rapport de l'organisme de contrôle agréé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois